

Convention collective départementale

IDCC : 1572. – **MÉTALLURGIE DE LA CHARENTE**
(12 décembre 1989)

(Bulletin officiel n° 1990/6 bis)

(Etendue par arrêté du 29 octobre 1990,
Journal officiel du 1^{er} novembre 1990)

ACCORD DU 11 JANVIER 2006

RELATIF AUX SALAIRES 2005

NOR : ASET0650315M

IDCC : 1572

Entre :

La chambre syndicale de la métallurgie de la Charente,

D'une part, et

Le syndicat Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Taux effectifs garantis

Les taux effectifs garantis annuels tels que définis par le précédent accord signé le 12 octobre 2004 (étendu par arrêté du 24 décembre 2004 - *Journal officiel* du 11 janvier 2005), sont fixés pour l'année 2005 comme suit et seront adaptés à l'horaire collectif en vigueur dans l'entreprise ou à celui du salarié concerné.

(En euros.)

COEFFICIENT	TEG 151,67 HEURES
140	14 235
145	14 260
155	14 315

COEFFICIENT	TEG 151,67 HEURES
170	14 375
180	14 430
190	14 635
215	15 030
225	15 583
240	16 353
255	17 328
270	18 023
285	18 933
305	20 483
335	21 713
365	23 803
395	25 133

Salaires minima conventionnels

Ces salaires minima conventionnels déterminés à partir d'une valeur de point multipliée par le coefficient du salarié servent de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 19 de la convention collective de la Charente.

A compter de la date d'extension du présent accord, la valeur du point est fixée à 4,37 € (pour 151,67 heures) cette valeur étant portée en application de l'avenant du 14 octobre 1983 (cf. page 14 de la convention collective départementale) à :

- 4,59 € pour le personnel ouvrier ;
- 4,68 € pour la maîtrise d'atelier.

Les parties signataires conviennent que les négociations salariales pour 2006 débiteront dès le mois de mars 2006.

Le présent accord constitue un avenant à la convention collective de la métallurgie de la Charente signée le 12 décembre 1989 dont l'extension a été rendue effective par un arrêté en date du 29 octobre 1990, paru au *Journal officiel* du 1^{er} novembre 1990.

Les parties s'engagent à demander l'extension du présent accord dès la signature de celui-ci.

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 132-1 du code du travail est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations syndicales signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Fait à Angoulême, le 11 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)

Salaires minima conventionnels bruts

Accord du 11 janvier 2006

Horaire mensuel de 151,67 heures de travail effectif

Valeur du point : 4,37 €

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRES MINIMA conventionnels Administratifs- techniciens	SALAIRES MAJORÉS pour les ouvriers (*) 4,59 €	SALAIRES MAJORÉS pour la maîtrise d'atelier (*) 4,68 €
V	395	1 726		1 849
	365	1 595		AM 7 1 708
	335	1 464		AM 6 1 568
	305	1 333		AM 5 1 427
IV	285	1 245	TA 4 1 308	AM 4 1 334
	270	1 180	TA 3 1 239	
	255	1 114	TA 2 1 170	AM 3 1 193
III	240	1 049	TA 1 1 102	AM 2 1 123
	225	983		
	215	940	P 3 987	AM 1 1 006
II	190	830	P 2 872	
	180	787		
	170	743	P 1 780	
I	155	677	O 3 711	
	145	634	O 2 666	
	140	612	O 1 643	
(*) Incidence des accords nationaux du 30 janvier 1980 insérés dans la convention collective départementale le 21 avril 1980.				